



« TVA sociale » : Bayrou nous refait le coup de la dette !

Le 27 mai, Bayrou a annoncé, pour l'été, un « plan de retour à l'équilibre des finances » qui « demandera des efforts à tous les Français, sans exception ». À tous, vraiment ? Aux travailleurs et travailleuses, certainement, mais pas touche aux grandes fortunes et aux actionnaires ! Mais d'où vient la dette, si ce n'est des subventions aux entreprises et des allègements d'impôts ? Et qui en profite, sinon les fonds de pension et les banques qui empochent les intérêts ?

Une TVA... pas du tout « sociale »

Bayrou nous présente la facture avec la mal nommée « TVA sociale », autrement dit le financement de la Sécu par l'impôt. Et pas n'importe lequel : la TVA, une taxe particulièrement injuste, que tout le monde paie au même taux, quel que soit son revenu, en faisant ses achats.

Le déficit de la Sécu est la conséquence des milliards d'exonérations de cotisations patronales. Les remplacer par un impôt ce n'est rien d'autre qu'un vol ! Mais l'arnaque ne s'arrête pas là. Rien ne dit que ces milliards resteront fléchés vers la Sécu. Un prochain gouvernement pourrait rediriger cette manne vers d'autres budgets. On n'a pas fini d'entendre parler du « trou de la Sécu »...

Une journée de grève face à l'urgence sociale ?

La facture se paye aussi cash avec nos emplois. Les suppressions d'emplois dans la santé, le social, l'éducation, s'ajoutent aux dizaines de milliers de licenciements dans les entreprises privées. Depuis septembre 2023, la CGT compte 400 plans sociaux, menant à la suppression d'au moins 90 000 emplois directs et 250 000 emplois induits. Michelin, MA France, Vencorex, Casino : les licenciements ne concernent pas que les plus grandes boîtes. Dans toutes les régions, des travailleurs et des travailleuses apprennent que leur emploi est menacé voire supprimé, dans l'automobile, la chimie, le commerce...

Face à cette urgence sociale, les luttes ont lieu en ordre dispersé. Jeudi 5 juin, la CGT appelle (les autres organisations syndicales ont refusé de s'y joindre) à une journée de grève pour les retraites. Elle compte profiter de la « niche parlementaire » du Parti communiste à l'Assemblée nationale, lors de laquelle les députés du PCF proposeront l'abrogation de la retraite à 64 ans. Une journée de mobilisation qui

remet une nouvelle fois notre sort entre les mains des parlementaires.

Le RN et Bardella à la botte des patrons

Pour passer, l'abrogation devrait aussi être votée par les députés du Rassemblement national, bien positionné en embuscade pour profiter du pourrissement de la situation sociale et politique. L'héritière Marine Le Pen prétend défendre les classes populaires en refusant la « TVA sociale »... alors que son grand remplaçant Bardella fait les yeux doux au patronat dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, promouvant la retraite à 67 ans, la suppression des impôts sur les entreprises, la réduction des dépenses publiques et un « pacte de confiance » avec les chefs d'entreprise, de la « TPE-PME au dirigeant du CAC 40 ».

Le 5 juin, et après : défendons nos intérêts !

Face aux attaques, prenons nos affaires en main, travailleurs et travailleuses, quelle que soit notre nationalité, du public et du privé. Bien évidemment, le 5 juin, nous devons être nombreuses et nombreux à nous mettre en grève et à manifester, quelle que soit notre appartenance syndicale. Non pas parce que nous aurions quelques illusions dans le fait qu'une seule journée de grève permette d'obtenir satisfaction. Mais parce que nous devons nous saisir de toutes les occasions pour mettre en avant la nécessaire riposte du monde du travail : pour la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités pour tous et toutes, l'interdiction des licenciements, les créations d'emplois dans les services utiles à la population et l'augmentation des salaires. Et au-delà : pour une société débarrassée des exploiteurs, des racistes et de leur monde.

La vitrine prend l'eau

La décarbonatation est une belle vitrine pour Suez, innovation technologique et tutti quanti... Mais la direction a voulu faire les choses à moindre coût et au Pecq, il y a des fuites partout. Il va falloir l'arrêter quelques mois, le temps de faire des travaux. Que les travaux se fassent, c'est une nécessité, pour que les salariés concernés travaillent en toute sécurité.

Salaires de rien

Au fur et à mesure qu'on découvre la distribution et les montants des augmentations individuelles, on s'aperçoit que ça ne pèse pas lourd...

A quoi servent ces augmentations au ras des pâquerettes, à part à nous diviser ? Les syndicats ont été bien unis pour menacer la direction et finalement signer les NAO. C'est à nous de les forcer à aller plus loin.

Serrons-nous, serrons-nous !

Parmi toutes les renégociations en cours, la plus tendue semble celle de Seneo. C'est un gros enjeu économique qui mobilise jusqu'au national, comme ç'avait été le cas pour les égouts départementaux du 92. Le risque pour nous les salariés, c'est que nos conditions de travail soient sacrifiées parce qu'il faut renouveler le contrat coûte que coûte pour les actionnaires. Si la négociation porte sur l'usage des locaux de Nanterre 300 PVC, ça veut dire tout le monde au Pecq ? Nous ne serions pas contre retrouver une proximité avec les services support, mais on voit que ces choix sont indépendants de l'avis des principaux intéressés.

Les actionnaires passent à l'attaque

Quatre mois après le départ forcé de Sabrina Soussan, les actionnaires de Suez nomment Xavier Girre directeur général. Passé par Veolia pour ensuite être directeur financier de la Poste et d'EDF, sa mission va être de dégager de la marge pour les actionnaires qui depuis le rachat avaient une clause de non suppression d'emplois. Partout, des réorganisations se mettent en place, les conditions de travail sont dégradées et le management devient plus oppressant. Un avant-goût de la politique du nouveau patron ?

Attentat raciste dans le Var

Un homme de 35 ans, de nationalité tunisienne, a été tué par son voisin, à Puget-sur-Argens, une petite ville du Var. Le meurtrier a tiré à cinq reprises sur la victime et sur un autre voisin d'origine turque, qui a

été blessé à la main. Avant et après être passé à l'acte, il avait posté des vidéos haineuses, se plaignant du nombre de Maghrébins dans sa cité. Il a été arrêté alors qu'il tentait de s'enfuir en voiture, lourdement armé.

Quelques semaines après le meurtre d'Aboubacar Cissé dans la mosquée de la Grand-Combe, comment s'étonner de tels actes de haine ? Chaque jour voit son flot de déclarations racistes de la part des politiciens de droite et d'extrême droite. Le Pen, Macron, Darmanin, Wauquiez et autres Retailleau passent leur temps à mettre en cause les immigrés ou les musulmans, comme boucs émissaires de tous les problèmes... Aujourd'hui, en plus de nous diviser, ces déclarations arment les bras des meurtriers.

Près de 400 plans de licenciements en cours

La CGT tient régulièrement le décompte des plans de licenciements annoncés et du nombre de salariés concernés. Il y a presque un an, elle en dénombrait 130. Chiffre qui est monté à 200 sous le gouvernement Barnier, puis à 300 lorsque Bayrou a pris ses fonctions. Aujourd'hui on en est à 381 avec près de 300 000 emplois menacés.

Face à cette situation dramatique, Macron fait de la gonflette avec des opérations bidon comme « Choose France ». Il est plus que temps de se battre pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous et toutes.

Palestine occupée : les massacres et la colonisation continuent

Des centaines de personnes sont mortes ces derniers jours dans la bande de Gaza lors d'attaques israéliennes. L'armée israélienne a même tiré sur la foule à plusieurs reprises, aux abords de centres de distribution d'aide alimentaire.

Dans le même temps, l'État sioniste a annoncé la création de 22 nouvelles colonies juives en Cisjordanie occupée. Bezalel Smotrich, le ministre des Finances d'extrême droite raciste et suprémaciste, n'a pas caché qu'il s'agissait d'une étape en vue de l'annexion prochaine de ce territoire où quelque 500 000 Israéliens juifs vivent dans des colonies, créées en spoliant les habitants de leurs terres, au milieu de trois millions de Palestiniens.

Selon des ONG de défense des droits humains et de lutte contre la colonisation, les faits accomplis sur le terrain n'ont jamais autant progressé que sous le gouvernement Netanyahu. Encore une fois massacres, colonisation et apartheid vont de pair.